

Burundi : le pouvoir fâché par les évêques

Jeune Afrique, 23 septembre 2019 Les autorités accusent les évêques catholiques du Burundi de "cracher leur venin de haine", à la suite d'un message pastoral lu dimanche dans toutes les églises du pays et dénonçant l'intolérance et les violences politiques, moins d'une année de la présidentielle de 2020.

Plusieurs hauts responsables sont pris vivement aux évêques catholiques dès samedi, après la fuite sur les réseaux sociaux de leur message pastoral qui a été lu dans les églises de la première Eglise du pays. « Les évêques devraient être d'afroquats car c'est devenu une habitude: à la veille des élections, ils doivent cracher leur venin de haine à travers des messages incendiaires », a tweeté samedi Willy Nyamitwe, conseiller principal du président burundais en matière de communication. « Ils sont en train d'enseigner la division, ils accusent les imbonerakure (jeunes du parti au pouvoir) d'être des tueurs, (disent) que les militants du CNDD-FDD sont des tueurs (â€!). C'est une honte d'enseigner la haine aux fidèles », a déclaré de son côté le secrétaire général du parti au pouvoir, Ev Ndayishimiye, lors d'un meeting, en accusant ces évêques « de chercher à pousser les militants d'opposition à en premier notre parti ». Les imbonerakure, qualifiés de milice par l'ONU, sont accusés d'être au cœur du système répressif burundais aux côtés de l'armée, de la police et du Service national de renseignement (SNR). Dans le message lu dimanche, les évêques catholiques ont fait part de leur inquiétude et préoccupation à huit mois de la présidentielle prévue le 20 mai. Ils ont pointé les violences et les efforts pour étouffer à certains partis politiques et persécuter leurs membres, des actes de criminalité qui vont même jusqu'aux meurtres fondés sur des mobiles politiques. Parfois, selon l'Eglise, « les jeunes affiliés au parti (CNDD-FDD) semblent se substituer aux services de sécurité ». Les relations entre le gouvernement de Pierre Nkurunziza, un évêque, et l'Eglise catholique, qui a pris position contre son troisième mandat, sont empreintes de méfiance. Le Burundi est en crise depuis que le président a annoncé en avril 2015 sa candidature à un troisième mandat. Il avait été élu en juillet de la même année. Les violences et la répression qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cour pénale internationale, qui a ouvert une enquête. Au pouvoir depuis 2005, le président burundais avait toutefois surpris les observateurs en assurant qu'il ne se présenterait pas à sa propre succession en 2020, alors que la nouvelle Constitution de 2018 le lui permet.